

## ETUDE SOCIOLOGIQUE DES CAUSES DE LA PROLIFERATION DES ONG DE DEVELOPPEMENT A LOME

Essè Aziagbede AMOUZOU  
Département de Sociologie  
Université de Lomé-TOGO

### RESUME

Dans nombre de pays africains, la vérité des chiffres de jeunes sans emploi est assez troublante.

L'avenir semble bloqué quand on en vient à réduire considérablement les possibilités de recrutement des jeunes dans les différents secteurs d'activités tant publics que privés.

L'Ecole néo-coloniale, essentiellement caractérisée par la prédominance de l'apprentissage des langues se révèle aujourd'hui incapable de répondre adéquatement aux contradictions engendrées par le chômage et le sous-emploi dont les conséquences sont, on ne peut plus, dramatiques.

Cette situation est à l'origine de la création anarchique d'ONG dans la ville de Lomé depuis quelques années. C'est, pour la plupart des cas, l'œuvre d'une catégorie de gens en quête d'un emploi.

Créées de façon sporadique, ces ONG souffrent dans l'ensemble de carences dans le domaine de matériel de travail, de manque de fonds de fonctionnement, de ressources humaines non qualifiées, etc. Cette situation suscite de plus en plus une polémique en raison du fait que ces ONG sont loin d'être opérationnelles.

*Mots clés : Chômage, prolifération des ONG, mauvaise gouvernance, absence de financement.*

### ABSTRACT

In many African countries, the figures of the unemployed young people are disheartening.

With the decrease in the young people's recruitment in public and private sectors today, the future of these young people seems to be a deadlock.

Neocolonial schools, whose concern is the study of languages, fail to meet the needs of the present time, unemployment.

Unemployment is a basic phenomenon that has led to the creation of the NGOs for years in Lomé.

The fact that the creation of the NGOs appears as a solution to unemployment prefigures problems such as lack of equipment, unskilled human resources, which turns the work of the NGOs into nightmares.

*Key - words : Unemployment - proliferation of NGOs - bad governance - lack of funding.*

## INTRODUCTION

C'est un fait incontestable que la crise économique qui frappe de plein fouet tous les pays du globe et particulièrement ceux d'Afrique, oblige les responsables politiques et autres décideurs à redéfinir les politiques de développement. Nombre de gouvernements des nations du Tiers-monde accordent de plus en plus un intérêt particulier à l'initiative privée.

Longtemps, juste après les indépendances, la Fonction publique détenait presque le monopole du marché du travail, mais, depuis une décennie, les pays africains avaient commencé à essuyer des déboires économiques et financiers. Les contextes ont changé. Le secteur public est saturé, les quelques sociétés et entreprises fiables font compression du personnel et nombreux sont les gens dans la rue sans emploi. Dans beaucoup de pays, le chômage des diplômés commence à s'inscrire dans la vie quotidienne des jeunes africains, fréquemment réduits à l'inactivité, faute d'emploi. Le diplôme, même universitaire, n'est plus aujourd'hui une garantie d'emploi ; il tend plutôt à devenir un simple parchemin.

A l'heure actuelle, l'insécurité de nouvelles générations ne s'exprime plus. Il s'agit du désenchantement devant un système scolaire qui ne répond plus à l'espérance qu'il avait longtemps fait naître. Une population habituée à un Etat fournisseur d'emploi se trouve d'un coup désaxée devant un revirement de situation lorsque l'Etat devient cruellement incapable de jouer son "légitime rôle". "*Mieux vaut se mettre en quête d'un parent stratégique que de chercher à passer un examen*"<sup>(1)</sup>, rapporte Jean Marc ELA (1983) au sujet des propos tenus par des gens dans les milieux sénégalais. Tout se passe comme si les jeunes perdaient peu à peu confiance en l'équité du système des examens et en la valeur du diplôme sur le marché du travail. L'impasse devient totale et les espoirs commencent à être déçus quand on en vient à planifier le sous-emploi des jeunes que l'on considère comme les "*forces vives de la nation*".

Dans la plupart des Etats africains, chaque année, ces oubliés de la croissance n'ont d'autre choix que de rejoindre le prolétariat misérable qui s'agglutine dans les villes, véritable lèpre urbaine.

C'est cette situation misérable qui a préparé le terrain à la création des ONG par la plupart des intellectuels chômeurs, en vue de bénéficier de financements.

La pléthore de ces ONG de développement en milieu urbain serait la cause d'une mauvaise gouvernance. Car, face à la faillite de l'Etat, on recrute dans la ville de Lomé une foule de gens instruits à la recherche d'une meilleure situation.

Pourtant, la création d'ONG n'est pas un fait contemporain. Les nouvelles formes de gain de vie, de mutations socioculturelles et politico-économiques de la société tout entière y trouveront leur part de responsabilité. La multiplication abusive d'ONG locales dans la ville de Lomé, ressemble plus à une conséquence qu'à un simple phénomène. De l'avis de certains acteurs sociaux, il ressort souvent que les initiatives locales demeurent de nos jours pour les sans-emplois, des sources nourricières. Les gens créent des ONG pour avoir des financements, car c'est le seul salut pour sauver la génération sacrifiée.

## I - APPROCHE METHODOLOGIQUE

### 1. 1. Problématique

Les nombreuses expériences faites par les dirigeants africains dans les secteurs de l'Agriculture, de l'industrie et du commerce depuis les indépendances jusqu'à ce jour les ont amenés à prendre conscience que le secteur privé, longtemps laissé pour compte, peut, s'il est bien encadré et canalisé, jouer un rôle de premier plan dans le développement économique et social des pays. On se rend compte de plus en plus que s'il ne constitue pas la panacée comme modèle de développement, il ne recèle pas moins de potentialités et des atouts susceptibles de remédier au délicat problème du chômage.

De toutes les discussions qui ont débattu de ce thème depuis plus d'une décennie, il ressort que le secteur informel est un régulateur positif dans le domaine de la réduction du chômage car favorisant l'auto-emploi.

Mais au Togo, les pouvoirs publics ne semblent pas initier une politique pragmatique dans ce contexte.

<sup>(1)</sup> Jean Marc ELA, *La ville en Afrique Noire*, Ed Karithala, Paris, 1983, page 128.

Le phénomène de la prolifération d'ONG locales est plutôt à l'origine de la pauvreté à laquelle sont attelés les jeunes intellectuels chômeurs.

## II - OBJECTIFS DE L'ETUDE

### 2. 1. Objectif général

L'objectif général de cette étude consiste à attirer l'attention des pouvoirs publics sur la création anarchique des ONG de base à Lomé dans le but inavoué de bénéficier des financements pour assurer la survie.

### 2. 2. Objectifs spécifiques

De l'objectif général découlent trois objectifs spécifiques ci-après :

- diagnostiquer les causes de la prolifération des ONG de base dans la ville de Lomé ;
- analyser comment ces ONG se détournent de leur noble vocation qu'est la participation consciente et réelle au développement ;
- suggérer des approches de solution à partir des données recueillies auprès de la population de Lomé dans le cadre de cette étude.

### 2. 3. Hypothèse de travail

La prolifération des ONG locales à Lomé est due au manque d'emploi. En effet, la situation sociale générale que vit le Togo depuis l'avènement de la

démocratie, ajoutée à la mauvaise gestion de ses ressources matérielles et humaines a affecté toutes les couches socioprofessionnelles et a sapé la dynamique de la croissance à tous les niveaux de la structure sociale.

Les ONG créées par les sans-emplois ne jouent pas un rôle déterminant, celui qu'on pouvait attendre d'elles en raison de l'intention qui a présidé à leur création.

### 2. 4. Collecte des données de terrain et difficultés rencontrées

En effet, la collecte des données et d'informations s'est déroulée dans la commune de Lomé. Pendant 10 jours, il s'est agi précisément de recueillir des renseignements sur les ONG de base par le biais d'un questionnaire et surtout d'un guide d'entretien conçus à cet effet. Ce dernier a été nécessaire pour assurer à l'étude son caractère de fidélité et de pertinence.

En effet, plusieurs personnalités de la communauté initialement prévues pour ce volet ont pu être touchées, ce qui a permis d'obtenir des informations utiles.

Quant à la partie quantitative, 35 personnes ont été effectivement interrogées y compris les directeurs exécutifs ou à défaut les responsables de projet de chaque ONG. Ce qui implique qu'un (1) enquêté par ONG de base a fait l'objet d'interview. Ces 35 enquêtés qui ont répondu au questionnaire se répartissent comme suit dans le tableau ci-dessous.

**Tableau N°1 : Répartition de l'échantillon réellement interrogé en fonction de leurs catégories socioprofessionnelles**

Catégories sans emploi	Effectif	Pourcentage
Personnes sans emploi	23	65,71 %
Employés	12	34,29 %
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>100 %</b>

La collecte s'est déroulée dans les quartiers Agbalépédogan, Avénou, Wuiti, N'Kafu, Djidjolé, Doumasséssé, Nyekonakpoè, Totsi, Gbadago, kodjoviakopé et Amoutivé.

## 2. 5. Classification des données

Phase ardue de la recherche, elle a surtout consisté à organiser, à classer et à comptabiliser les différentes réponses recueillies des interrogations, en vue de les exploiter et les interpréter. Les ressources matérielles étant limitées, les données ont été traitées manuellement.

La première difficulté est liée à la disponibilité des documents dans les différentes organisations non gouvernementales. En effet, il n'est pas surprenant de ne trouver au niveau de ces structures, de document relatant les activités initiées.

Seulement ces organisations ne disposent que de répertoire désuet, ce qui ne permet pas non plus de quantifier leur nombre ou d'avoir des données statistiques actualisées sur leur progression.

Par ailleurs, il n'a pas été facile à certains responsables d'ONG de fournir des informations sur les raisons ou les motifs qui sont à l'origine de la création de leur structure.

## III - INTERPRETATION DES DONNEES DE L'ENQUETE

L'analyse des actions menées en faveur de la population dans les pays du tiers-monde ne peut se faire qu'en tenant compte des caractéristiques de la frange bénéficiaire. Tous les pays sous-développés connaissent des problèmes de développement qui ont pratiquement le même dénominateur. Cette idée trouve un écho favorable à travers la remarque faite par BALANDIER (1996), qui pense que les problèmes de développement ont commencé à faire l'objet de discussion dans les années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. L'importance accordée à l'interprétation des mutations qui se sont opérées dans les sociétés a occasionné leur examen dans le domaine des sciences économiques et sociales.

La sociologie du développement a trouvé un champ d'action créé par l'impact des contradictions sur les populations.

Les études relatives aux questions de développement sont dans l'ensemble multiples et englobent explicitement ou implicitement des idéologies de toutes sortes.

L'amélioration des conditions de vie souhaitée et recherchée dans les sociétés tant rurales que urbaines ne peut être séparée du développement national en raison de la densité de la population (GUENEAU - 1986).

Ainsi, face à la crise économique que traverse le pays, le gouvernement togolais adopte des stratégies qui se manifestent à travers des approches de solutions émanant des difficultés politiques de développement national. Malgré ces efforts, il est donné de constater que le problème du chômage demeure. En témoigne la création des ONG locales considérées comme un vecteur pouvant permettre de répondre aux besoins des populations et d'absorber en partie le chômage dont les jeunes diplômés sont victimes.

**Tableau N°2 : Répartition des enquêtés en fonction du motif de la création de l'ONG : manque d'emploi ou salaire dérisoire**

Manque d'emploi/ salaire dérisoire	Oui	Non	Non déclarés	souffrance pauvreté	Total
Effectif	21	04	02	08	35
%	60,0	11,43	5,71	22,86	100

60 % des enquêtés ont accepté que le manque d'emploi ou le salaire dérisoire constitue le motif qui a présidé à la création de leur ONG. 22,86 % de l'effectif total sont représentés par les enquêtés qui estiment que la création d'ONG s'inscrit dans la logique de la souffrance sociale ou de la pauvreté dont ils sont l'objet.

### 3. 1. Pléthore de chômeurs

Les populations togolaises et surtout la jeunesse sont énormément confrontées au problème d'emploi. Ceci les fait baigner dans l'extrême pauvreté. En effet, l'étude qualitative s'est accentuée sur le nombre important de chômeurs car elle a permis de découvrir que cette catégorie socioprofessionnelle bien qu'ayant une quelconque formation professionnelle se retrouve dans les activités subalternes avec des salaires très dérisoires.

Autant, l'Université déverse chaque année à elle seule de milliers de diplômés en fin de cycle sur le marché de l'emploi, autant l'effectif des sans-emplois s'agrandit car des mesures socio-économiques préventives concrètes ne sont pas prises à cet effet.

### 3. 2. Limite d'âge de recrutement

Au Togo, l'admission à la fonction publique est fonction d'âge. Effectivement la limite d'âge au recrutement est fixée entre 30 et 35 ans au plus. Or, le recrutement à la fonction publique togolaise se fait à volonté et non périodique. Ceci gonfle le rang des chômeurs. Pire encore, on n'a pas pensé assouplir la limite d'âge pour l'intégration dans l'administration.

La population surtout sans emploi s'inquiète amèrement, si l'on suit la progression du phénomène avec

un regard critique en rapport avec les conditions et critères de recrutement.

En réalité, 48,57 % des personnes interrogées se situent dans la fourchette d'âge de 26 à 35 ans et 31,43 % se partagent l'intervalle 36 à 45 ans. Ces données contraignent à s'interroger sur le devoir et sur la vie économique des jeunes togolais si la durée de travail à la fonction publique est toujours maintenue à une vingtaine d'années et l'âge maximum pour la retraite avoisine 55 ans.

Même si ces raisons ne constituent pas la cause directe de la prolifération des ONG de base, elles entretiennent une relation de cause à effet.

Les investigations du volet qualitatif sont très utiles pour la recherche en raison du fait qu'il s'est dégagé des révélations importantes indiquant que le siège de nombreuses ONG de base se confond parfois au salon de la maison ou au garage du domicile. Par ailleurs, on découvre que la plupart des ONG locales se réduisent en une seule personne ou à une famille.

Aussi, constate-t-on que des responsables ou cadres de certaines institutions de financement de projets sociaux créent des ONG et virent la quasi-totalité des fonds en direction de ces structures dont les projets réalisés deviennent leurs propriétés.

Outre, ces comportements immoraux et indignes, d'aucuns proposent à leurs proches ou acolytes de s'associer pour créer une « ONG de base » pour qu'ils puissent les aider.

Par ailleurs, la formule la plus adoptée est la négociation des projets par des frères en Occident qui demandent à leur famille d'installer une structure

au niveau local pour bénéficier d'une aide négociée.

Ces considérations donnent non seulement la latitude de parler d'ONG opportunistes mais encore des projets personnels.

#### **IV - CARACTERISTIQUES DES ONG OPPORTUNISTES**

##### **4. 1. Manque de compétences techniques adéquates**

La non-opérationnalité des ONG traduit bien la carence d'aptitude sociotechnique au sein des structures de développement à la base. Cette carence sociotechnique s'explique par le manque de formation technique, l'absence de volonté à participer convenablement au développement du milieu. De ce fait, ces ONG locales répondent plus aux aspirations personnelles que communautaires et n'introduisent pas de changement social dans le milieu auquel elles font corps.

Au vu de ces dysfonctionnements, il convient de remarquer le manque d'esprit de créativité et d'initiative à la base qui, normalement, devrait permettre à une bonne ONG locale bien intégrée de fonctionner dignement avant tout apport extérieur servant seulement de complément.

L'esprit de créativité et d'initiative demeure le sous-bassement et le nerf vivifiant toute action concrète sur le terrain. Or, force est de constater que certaines ONG existent seulement de nom par faute de compétence sociotechnique requise.

Par ailleurs, 40 % des enquêtés interrogés dans les ONG ont déclaré n'appartenir à aucun réseau, ce qui serait un handicap à un vrai développement local ascendant. Car l'appartenance au réseau favorise un échange d'expériences techniques en matière de développement au sens large du terme et une nouvelle ouverture sur les réalités sociales avec les différentes méthodes d'approche.

##### **4. 2. Efficacité des ONG**

Les ONG de base se détournent de la noble vocation qu'elles se sont assignées car la plupart disparaissent après obtention de financement. C'est dans ce contexte que BRUNEL (1993) parle de gaspillage

de l'aide publique.

Malgré leur nombre élevé dans les quartiers de Lomé, les actions réalisées sont rares car, difficilement, on identifie le changement positif qu'elles ajoutent à l'essor de la ville. C'est ce que reconnaissent 68,57 % des enquêtés de l'effectif total lorsqu'ils pensent que ce n'est pas la pléthore d'ONG qui favorise le développement de la ville de Lomé. C'est dans cette même perspective que 54,29 % des enquêtés estiment que l'effectif d'ONG locales basées à Lomé est trop élevé.

La plupart des ONG de base installées à Lomé n'ont pas de plan stratégique non seulement en raison d'inexistence d'activités à exécuter ou de compétences sociotechniques mais également parce qu'elles sont des ONG de circonstance.

Enfin, les membres fondent la précarité de leur existence sur les différents avantages ponctuels qu'ils soutirent du budget des projets.

##### **4. 3. Vérification de l'hypothèse**

Cette étude ne s'est pas contentée de confirmer l'hypothèse selon laquelle la prolifération des ONG de base à Lomé trouve son fondement dans le manque d'emploi. Elle a aussi permis d'observer la part de responsabilité de la machine sociale.

#### **CONCLUSION**

A l'analyse du thème de recherche, il devient nécessaire de situer les responsabilités. Le phénomène de la montée abusive d'ONG de base se caractérise par la pauvreté à laquelle sont assujetties les populations togolaises et plus précisément la jeunesse désœuvrée dont parlait ROSENMYER (1964). Mais il est aussi vrai qu'elle a sa source dans la mauvaise foi des politiques, dans les dettes extérieures et dans la suspension de la coopération suivie de la mauvaise gestion des affaires nationales (BM-1996).

Aujourd'hui, comme la sociotechnique renchérit les applications de la sociologie, il est plus indiqué de suggérer quelques pistes permettant d'agir sur le phénomène de la concentration excessive d'ONG de base.

Ainsi, pour l'Etat, il s'agit de redéfinir une politique

d'emploi ainsi que des actions pour réduire le taux de chômage, l'amélioration des critères et des conditions de recrutement tant à la fonction publique qu'aux institutions parapubliques doit être effective. Il urge par ailleurs que l'Etat subventionne et accompagne les initiatives lucratives privées des potentiels chômeurs et encourage les étudiants en fin de cycle à créer des activités génératrices de revenus.

Pour les partenaires au développement, il s'agit de financer des ONG crédibles ayant déjà fait leur preuve sur le terrain ; la nécessité de collaborer avec l'Etat pour la mise en œuvre des structures de suivi et d'accompagnement devient un impératif inavoué.

Cependant, comme le dit si bien ASSIH (2002) le manque de compétences techniques adéquates et l'inefficacité de ces ONG locales traduisent à fond leur dysfonctionnement et comment elles se détournent parfois de leur noble vocation qu'est la participation consciente et réelle au développement de la communauté.

## BIBLIOGRAPHIE

1. ELA, ( J. M.), 1983. *La ville en Afrique Noire*, Ed. Karthala, Paris.
2. BALANDIER, (G.), 1996. *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Harmattan, Paris.
3. GUENEAU, (M. C.), 1986. *Afrique : Les petits projets de développement sont-ils efficaces ?* L'Harmattan, Paris.
4. BRUNEL (S.), 1993. *Le gaspillage de l'aide publique*, éd du Seuil, Paris.
5. ROSENMAYER (L.), 1964. *Quelques caractéristiques générales de la jeunesse dans le monde d'aujourd'hui*, UNESCO, Paris.
6. Banque Mondiale, 1996. *TOGO : Sortir de la Crise, sortir de la Pauvreté*, Ceda.

7. ASSIH, (I. A.) & al., 2002. *Ethique de l'Environnement pour un Développement Durable au Togo : Bibliographie nationale du Togo.*